

# Aide européenne aux Palestiniens vulnérables



par Daniela Cavini

**Les fonds gérés par le service d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) permettent d'alléger les souffrances des Palestiniens en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et de soutenir des projets au profit des trois millions de réfugiés résidant en Jordanie, au Liban et en Syrie, et dont les besoins humanitaires sont souvent négligés par la communauté internationale.**

La Commission européenne est l'un des plus importants bailleurs de fonds de l'aide humanitaire pour la population palestinienne. Depuis la seconde Intifada, en 2000, le Service d'Aide humanitaire de la CE a fourni plus de €191 millions pour faire face aux besoins les plus critiques des Palestiniens dans les territoires occupés, ainsi que pour venir en aide aux réfugiés palestiniens au Liban, en Jordanie et en Syrie.

Les fonds d'ECHO sont employés à

- améliorer l'accès aux services médicaux dans les zones isolées des TPO
- assurer l'aide alimentaire des groupes de population particulièrement affectés par les restrictions de mouvement
- réhabiliter les abris destinés aux réfugiés palestiniens en Jordanie, en Syrie et au Liban
- soutenir des micro-activités économiques et des opportunités d'emploi
- assurer un suivi psychosocial pour les enfants
- moderniser, réparer et étendre les réseaux d'approvisionnement en eau et assainir l'évacuation des eaux usées ménagères
- soutenir les efforts des Nations Unies et de la Croix Rouge pour protéger la population civile des effets du conflit, et garantir à cette dernière un accès aux biens de première nécessité, conformément aux principes du droit humanitaire international

## Réparation des abris pour les familles de réfugiés

« C'est la première fois de ma vie que je possède quelque chose à moi. Ces deux pièces sont minuscules, mais elles sont habitables, et surtout, elles sont à nous », dit Zaïka Saïd, 48 ans, fille de réfugiés palestiniens et mère de trois enfants. Après une vie sur la route, Zaïka et sa famille ont atterri ici, à Homs, 160 km au nord de Damas. Depuis sa création en 1949, la population de leur camp a considérablement augmenté. On a dressé des abris sur le moindre espace libre, et le niveau de vie général s'en ressent sévèrement. Des routes pleines de nids-de-poule, des bâtiments mal éclairés et mal aérés, des écoles vétustes et manquant de tout, et des canalisations qui ont un besoin urgent de remise à neuf. Le chômage et la pauvreté font rage.

Son histoire, Zaïka la raconte comme tant d'autres : « Mes parents ont quitté la Palestine en 1948, ils ont fini au camp de Neirab près d'Alep, dans le nord de la Syrie. C'est là que je suis née ». Puis sa famille s'est installée à Homs, espérant y trouver une vie meilleure ; et finalement, à Damas, où elle rencontra son mari. « Mais c'est devenu impossible de vivre dans une grande ville. Trop cher. Alors, il y a cinq ans, nous avons décidé de revenir ; nous voulions vivre dans un endroit moins cher et plus vivable. » Cependant, à peine revenue à Homs, la famille de Zaïka est touchée de plein fouet par la tragédie : en 2005, son mari handicapé meurt. Malgré sa chaise roulante, il gagnait avec son métier à tisser de quoi faire vivre Zaïka et ses trois enfants. Et voilà

que tout d'un coup, ce maigre revenu disparaît. « De toutes les difficultés que j'ai affrontées, les plus graves sont celles qui sont survenues à la mort de mon mari, dit-elle, poursuivant : J'ai vraiment cru que je n'y arriverais pas ».

Depuis cette perte, une année a passé, et les pires craintes ont fait place à l'espoir : « Je ne m'attendais pas à ce que les gens m'aident à ce point. Mes enfants ont perdu leur père, et chez nous, on ne laisse pas tomber des enfants sans père. J'ai été aidée par beaucoup, beaucoup de gens. » Son cas a été classé « urgence sociale », et comme sa maison avait un besoin urgent de réparations, elle a été prise en charge par le programme régional de réhabilitation des habitats



EC/ECHO/Daniela Cavini

d'urgence, financé à concurrence de 2,75 millions d'euros par la Commission européenne et mis en place par l'UNRWA. En quelques mois, grâce à la coopération des autorités syriennes locales, elle a pu faire réparer son logement, comme 334 autres familles en Syrie, en Jordanie et au Liban. Près de 1.700 personnes ont directement bénéficié de ce programme. A Homs, 20 abris ont été reconstruits sur le principe de la prise en charge personnelle : avec l'aide des agents de l'UNRWA, ce sont les familles elles-mêmes qui effectuent les travaux, achètent les matériaux, font venir les artisans si nécessaire, et

*La gagnante d'un concours de dessins organisé au camp de réfugiés de Homs en Syrie, pour célébrer l'achèvement du programme de réhabilitation de l'accueil, financé par la Commission européenne.*

supervisent le tout. Cette participation active est considérée comme essentielle car elle crée un sentiment de propriété qui motive les individus.

Et effectivement, Zaïka a repris espoir : « Maintenant que notre maison est habitable et sûre, je sens vraiment que nous allons nous en sortir. J'ai fini par accepter mon veuvage d'une certaine manière, et je sais maintenant que la vie doit continuer. Mes enfants ont grandi très rapidement ces derniers mois. Ils sont merveilleux, ils travaillent bien à l'école pour pouvoir assurer leur avenir. Ce que j'espère ? Je voudrais qu'ils aient une éducation et une formation afin que Dieu les aide à vivre, et pour que je puisse toujours rester près d'eux. »



EC/ECHO/Daniela Cavini

Quand on l'interroge sur le pays de ses ancêtres, Zaïka reste muette quelques secondes. Puis elle murmure : « Je n'ai jamais vu la Palestine. J'ai toujours rebondi d'un endroit à l'autre, pendant toute ma vie. Mais je n'arrive pas à abandonner le rêve d'y retourner. Je regarde les nouvelles constamment, je veux savoir ce qui se passe là-bas. Je me dis que mes enfants, peut-être, pourront retourner dans leur pays. Mais je sens qu'ici, c'est aussi notre pays. La plupart des gens n'ont qu'une patrie. Nous, nous en avons deux : une réelle, et une idéale ».

### Apporter des solutions à la crise de l'eau

Dans les territoires occupés, près d'un tiers de la population n'a pas accès à l'eau courante. L'Autorité palestinienne de l'eau estime la consommation moyenne à seulement 15 litres par habitant en milieu rural (en comparaison, il faut savoir qu'un citoyen américain consomme 600 litres par jour). Mais l'accès à l'eau est gêné par les coupures fréquemment imposées aux réseaux principaux, par les endommagements délibérés et les dommages collatéraux subis par le système de distribution, par la contamination des points de collecte, voire par des obstacles physiques (bouclages, couvre-feu). Par conséquent,

de plus en plus, la population dépend de l'eau en réservoirs. Dans certaines régions rurales, les prix augmentent pendant les mois d'été, et certains ménages dépensent 40% de leur revenu pour couvrir leurs besoins

domestiques en eau. Les irrigations sont trop rares, ce qui porte préjudice à l'exploitation et la culture des terrains agricoles. En conséquence, le service d'aide humanitaire de la Commission européenne continue de privilégier les mesures qui ciblent l'accès à l'eau et son augmentation. Depuis 2002, il a financé près de 22 projets hydrauliques et sanitaires, pour un total de 15,7 millions d'euros. Près de 850.000 personnes ont bénéficié de ces interventions, qui sont allées de la réparation de base à la mise en place d'infrastructures (tuyaux et canalisations, récupérateurs d'eaux de pluie et stockage en citernes souterraines), en passant par l'exploitation de solutions alternatives (sources exemptes de contamination externe, par exemple).

La Commission européenne exprime son inquiétude face à la dégradation de la situation en Cisjordanie et à Gaza, où 40% de la population dépendent de l'aide humanitaire. Les conditions de vie se détériorent inexorablement, à mesure que le conflit s'amplifie et que la violence monte. Le mur de séparation affecte des centaines de milliers de personnes, coupant des villages entiers de leur accès à l'eau, à leurs sources de revenus, aux terres agricoles, aux commerces entreprises et aux services essentiels tels que les soins médicaux et l'éducation. Enfermés et bridés par les restrictions de mouvements qui leurs

sont imposées, nombre de Palestiniens n'ont plus d'accès garanti aux biens et services de première nécessité, et cette politique entrave également le travail des organisations humanitaires. Deux facteurs s'aggravent mutuellement :

le déclin qualitatif considérable des services essentiels tels que l'éducation et la santé, et leur inaccessibilité économique et/ou physique pour la plupart des Palestiniens. Cette spirale contribue à saper le niveau de vie de base, réduisant les revenus des ménages, qui sont contraints d'épuiser leur épargne et leurs solutions de rechange. Entre 1,7 à 2,2 millions de personnes (soit 47 à 60% de la population palestinienne) vivent maintenant en dessous du seuil de pauvreté, avec moins de 2 dollars

(1,54 euros) par jour. Plus de 600.000 personnes (16% des Palestiniens) ne peuvent pas se payer le minimum vital (alimentation, logis et habillement).

La solidarité européenne va donc continuer à s'exprimer sous forme d'assistance pratique. Louis Michel, le Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire, a souligné cet engagement en novembre 2005, lorsqu'il a déclaré devant des réfugiés de Khan Younis (Gaza) : « Soyez sûr que l'Europe ne vous oublie pas ; nous ne vous abandonnerons jamais. L'accord que je viens de signer [14 millions versés au programme de sécurité alimentaire coordonné par l'UNRWA] est un signal évident. Nous soutenons les réfugiés palestiniens, et nous continuerons à le faire à l'avenir. L'Union européenne n'a pas d'autre feuille de route que d'aider à établir durablement la paix et la prospérité ».

*Daniela Cavini est chargée d'information au bureau régional d'ECHO à Amman, Jordanie. Email: [daniela.cavini@cec.eu.int](mailto:daniela.cavini@cec.eu.int). Pour plus d'informations sur le programme ECHO d'aide aux Palestiniens, voir: [http://ec.europa.eu/echo/field/gaza/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/echo/field/gaza/index_fr.htm)*

*Cérémonie célébrant l'achèvement du programme de réhabilitation de l'accueil, financé par la Commission européenne, camp de réfugiés de Homs, en Syrie.*